



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n°49 du 23 décembre 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ☛ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- ☛ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 24 décembre 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	1271
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1271
Bureau de la communication	1271
Extrait de l'arrêté du 14 décembre 2009 prescrivant l'habilitation et les tarifs des annonces judiciaires et légales pour l'année 2010	1271
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	1271
Bureau des réglementations	1271
Extrait de l'arrêté du 09 avril 2009 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de DIEULOUARD	1271
Extrait de l'arrêté du 09 avril 2009 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de PONT-A-MOUSSON	1272
Extrait de l'arrêté du 17 mars 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de BLENOD LES TOUL	1272
Extrait de l'arrêté du 20 avril 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de ESSEY LES NANCY	1272
Extrait de l'arrêté du 18 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à Audun le Roman	1273
Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JOEUF	1273
Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BACCARAT	1274
Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LAXOU	1274
Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE	1274
Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	1275
Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	1275
Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY	1275
Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à PONT A MOUSSON	1276
Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOUL	1277
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	1277
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	1277
Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2009 statuant sur la demande de création d'une zone de développement de l'éolien de la communauté de communes du pays de Longuyon	1277
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2009 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Bréchain-la-Ville, Crusnes, Errouville, Serrouville et Tiercelet	1278
Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2009 d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Custines	1278
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières	1278
Arrêté N° 09.OSD.40 du 17 décembre 2009 accordant déléation de signature de l'ordonnateur secondaire et du pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle	1278
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	1279
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	1279
Extrait de l'arrêté du 18 décembre 2009 autorisant le retrait de la commune de Bainville sur Madon du syndicat de travaux de la vallée du Madon	1279
SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE	1280
Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2009 modifiant les statuts du syndicat intercommunal scolaire de la région de Leintrey	1280
Extrait de l'arrêté du 18 décembre 2009 portant mandatement d'office	1280
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1280
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	1280
Service protection sociale	1280
Extrait de l'arrêté D.R.A.S.S. n° 2009 - 196 du 5 novembre 2009 portant retrait d'agrément d'une mutuelle	1280
AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE	1281
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°211/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 000 03 1 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015	1281
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°212/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 0 00 049 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023	1281
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°213/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 000 080 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155	1281
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°214/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de Pont à Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 000 106 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296	1282
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°215/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 000 122 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395	1282
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°216/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot – Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 006 707 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668	1282
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°217/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Brieux au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 00 0 767 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070	1282
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°218/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 000 882 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104	1283
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°219/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 002 078 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138	1283
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°220/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 003 019 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286	1283
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°221//2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 014 081 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072	1284
Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°222/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N°FINESS Entité juridique 540 020 112 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163	1284
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°223/2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2009 N°FINESS Entité juridique 540 000 031 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015	1284
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°224/2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2009 N°FINESS Entité juridique 540 000 049 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023	1284

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°225 /2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 000 080 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155	1285
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°226/2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 000 106 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296	1285
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°227/2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques PARISOT de Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 006 707 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668	1285
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°228/2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de BRIEY pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 000 767 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070	1286
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°229/2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 002 078 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138	1286
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°230 /2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à VANDEUVRE pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 003 019 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286	1287
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°231 /2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 014 081 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072	1287
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°232/2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2009 N° FINESS Entité juridique 540 020 112 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163	1287
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°233 /2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 000 114 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 312	1288
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°234 /2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de NANCY- LAXOU pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 000 056 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 014 073	1288
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°235 /2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTÉ pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 019 007 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 148	1288
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°236/2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 003 399 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 270	1288
Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°237 /2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 006 707 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 585	1289
Extrait de l'arrêté n°2 /2009 ARH – PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE du 30 novembre 2009 fixant la répartition des capacités et des ressources de l'assurance maladie de l'unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Briey entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social	1289
Extrait de l'arrêté n°5 /2009 ARH – PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE du 30 novembre 2009 fixant la répartition des capacités et des ressources de l'assurance maladie de l'unité de soins de longue durée d'Alpha Santé – Hôpital de Mont-Saint-Martin entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social	1290
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	1290
Extrait de l'arrêté N°1455 du 15 décembre 2009 autorisant la fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels de Nancy à étendre de 2 places la capacité de son Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) « les ateliers du Haut des Vannes » sis à Liverdun	1290
Extrait de l'arrêté N°1456 du 15 décembre 2009 autorisant l'Office d'Hygiène Sociale A étendre de 5 places la capacité de son Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) " le Fin Palais " sis à Maxéville	1291
Extrait de l'arrêté N°1457 du 15 décembre 2009 autorisant l'Association des Paralysés de France (APF) A étendre de 2 places la capacité de son Etablissement et Service d'Aide par Travail (ESAT) sis à Ludres	1291
Extrait de l'arrêté N°1458 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T) « Le Fin Palais » rue Jean Jaurès - 54320 Maxéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale (O.H.S.) dont la tarification relève de la compétence de l'état numéro finess : 5400 011 269	1291
Extrait de l'arrêté N°1459 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T) de Rosières-aux-Salines - 4 rue Léon Parisot - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES géré par l'Etablissement Public Départemental dont la tarification relève de la compétence de l'état numéro finess : 54 001 2796	1292
Extrait de l'arrêté N°1460 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T) pour déficients Visuels "les Ateliers du Haut du Vannes" – domaine des Eaux Bleues – BP 9 – 54460 Liverdun géré par l'Institution des Jeunes Aveugles (I.J.A.) dont la tarification relève de la compétence de l'état numéro finess : 540 012 978	1292
Extrait de l'arrêté N°1461 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement de l'établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T) "La Ferme de la Faisanderie" Chemin Lecomte - 54550 Bainville-sur-Madon géré par l'association "La ferme de la Faisanderie" à Neuves-Maisons dont la tarification relève de la compétence de l'Etat numéro finess : 540 015 328	1293
Extrait de l'arrêté N°1462 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement de l'établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T.) - 585 rue Denis PAPIN - 54713 LUDRES Cedex géré par l'association des Paralysés de France (A.P.F) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat numéro finess : 540 008 299	1293
Extrait de l'arrêté N°1463 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement de l'établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T.) 1 rue des Cités – 54 112 Allamps géré par le G.I.P. "Handicap et Insertion" dont la tarification relève de la compétence de l'Etat numéro finess : 540 013 273	1294
Extrait de l'arrêté N°1464 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement de l'établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T) de Briey/Piennes - Zone Industrielle de la Chesnois B.P. N°3 - 54154 BRIEY Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat numéro FINESS : 540 004 397	1294
Extrait de l'arrêté N° 1465 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement de l'établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T) d'Heillecourt/Ludres "André Lanciot" - Zone Industrielle - 15 rue des Erables - BP 56 - 54182 HEILLECOURT Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat numéro FINESS : 540 004 405/540 005 451	1295
Extrait de l'arrêté N°1466 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement de l'établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T) de Lunéville/St Nicolas de Port - ZAD de Chanteheux - BP 3 - 54302 LUNEVILLE Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat numéro FINESS : 540 005 253	1295
Extrait de l'arrêté N°1467 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement de l'établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T) de Liverdun/Pont à Mousson - Route de Frouard – B.P.10 – 54460 LIVERDUN (adresse postale : BP 105 - 54715 LUDRES CEDEX) géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat numéro FINESS : 540 004 413/540 013 083	1296
Extrait de l'arrêté N° 1468 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement de l'établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T) de Villers-la-Montagne - BP 3 Zone industrielle 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat numéro FINESS : 540004710	1296
Service solidarité - autonomie	1297
Arrêté DDASS / SSA N° 1598 du 15 décembre 2009 autorisant l'Association "Santé Orne Services" à créer un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à Joëuf	1297
Arrêté DDASS / SSA N° 1632 du 15 décembre 2009 autorisant l'Association "Assistance Vie à Domicile" (AVAD) à créer un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à Essey-Les-Nancy	1297
Service Pôle santé	1298

Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/1546 du 10 décembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues L'Echange - situé 7 rue Lionnois à Nancy géré par l'Association AGU..... 1298

Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/2009-1547 du 10 décembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues situé 66 rue Stanislas à Nancy géré par l'Association AIDES..... 1299

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE 1299

Service aménagement durable, urbanisme, risques..... 1299

Extrait de l'arrêté N°2009/DDEA54/ADUR/039 du 11 décembre 2009 portant composition de la commission de conciliation..... 1299

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES..... 1299

Extrait de l'arrêté 09-DDSV-122 du 13 novembre 2009 portant désignation des personnes chargées de négocier annuellement les conventions départementales fixant les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collectives dirigées par l'Etat.. 1299

AUTRES SERVICES 1300

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY 1300

Décision du 16 novembre 2009 portant délégation de signature de Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur 1300

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY 1301

Décision N°045/09 du 3 décembre 2009 portant délégation de signature..... 1301

AVIS ET COMMUNICATIONS 1302

DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE 1302

Avis relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de MEURTHE ET MOSELLE 1302

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT 1302

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE 1302

Service aménagement durable, urbanisme, risques..... 1302

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n°9136 du 16 décembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de PONT A MOUSSON 1302

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 25158 du 19 novembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BOUXIERES AUX DAMES 1302

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 32224 du 16 décembre 2009 autorisant la SA Altesio à exécuter des travaux sur la commune de BOUXIERES AUX DAMES 1302

AUTRES SERVICES 1303

MATERNITÉ RÉGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY 1303

Ressources Humaines..... 1303

Avis de concours sur titres de cadre de santé du 15 décembre 2009 1303

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE***Bureau de la communication***Extrait de l'arrêté du 14 décembre 2009 prescrivant l'habilitation et les tarifs des annonces judiciaires et légales pour l'année 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : L'arrêté du 19 décembre 2008 est abrogé par le présent arrêté.

Article 2 : Les annonces judiciaires et légales prescrites par le droit civil, les codes de procédure ou de commerce et par les lois spéciales pour la publicité ou la validité des actes de procédure ou des contrats seront, pour l'année 2010, insérées au choix des parties, dans l'un des journaux ci-après désignés : pour le département

- L'Est Républicain, rue Théophraste Renaudot - 54180 Houdemont
- L'Est Républicain lundi, rue Théophraste Renaudot - 54180 Houdemont
- Le Républicain Lorrain, 3 avenue des Deux Fontaines - 57140 Woippy 57777 Metz cedex 09
- Les Tablettes Lorraines des Sociétés et les Petites Affiches de l'Est Réunies BP.60 004 , 26, rue Gambetta - 54002 Nancy Cedex
- Le Paysan Lorrain, 5, rue de la Vologne - 54520 Laxou cedex

Article 3 : Le tarif d'insertion de ces annonces est fixé à 3,72 euros hors taxe, la ligne contenant 40 signes du caractère corps six (typographe) ou sept (photocomposition).

Il est stipulé que, non seulement les caractères mais les signes tels que les virgules, points, guillemets, etc... et les intervalles entre les mots seront comptés pour une lettre.

Le titre principal ne comportera pas de caractère d'une hauteur supérieure à 24 points s'il s'agit d'une annonce sur une seule colonne, ou 42 points s'il s'agit d'une annonce à deux colonnes.

Les lignes du titre ne pourront être espacées entre elles de plus de 9 points, chaque titre et sous-titre pourra être suivi d'un filet de séparation du pied.

Si pour la tarification, le système métrique est substitué au système topographique, le prix du millimètre est fixé par équivalence à 1,65 euro hors taxe.

Article 4 : les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront réduits de moitié dans le cas prévu par la loi du 23 octobre 1984.

Seront insérées, dans les journaux, au tarif prévu au présent article, les annonces et publications qui seraient nécessaires pour la validité et la publicité des contrats et procédures dans les affaires suivies par application des lois des 29 novembre, 7 décembre 1850, 22 janvier 1851 et 10 juillet 1901, sur l'assistance judiciaire.

Article 5 : Le prix de l'exemplaire du journal destiné à servir de pièce justificative de l'inscription est fixé au tarif normal auquel s'ajoutera le droit d'enregistrement.

Article 6 : Les remises, par les directeurs de journaux habilités aux officiers ministériels, sont interdites. Toutefois, les directeurs de ces journaux pourront consentir aux officiers ministériels un remboursement forfaitaire des frais engagés limité à 10 % du prix de l'annonce.

Article 7 : M. le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Mme la première présidente de la Cour d'Appel de Nancy,
- M. le procureur général près la cour d'appel de Nancy,
- MM. les présidents des tribunaux de grande instance de Nancy et Briey,
- MM. les procureurs de la République près les dits tribunaux,
- MM. les présidents des tribunaux d'instance et de commerce du département,
- M. le président de la chambre départementale des notaires
- MM. les directeurs des journaux habilités,
- MM. les sous-préfets des arrondissements de Briey - Lunéville - Toul,
- M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

et inséré au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 14 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Frédéric BERNARDO

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau des réglementations***Extrait de l'arrêté du 09 avril 2009 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de DIEULOUARD**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETEArticle 1^{er} L'arrêté du 18 juillet 1997 n°54.97.0106 est modifié comme suit :*"Article 1^{er} La caisse d'épargne et de prévoyance est autorisée à installer un système de vidéosurveillance à l'agence de la caisse d'épargne de Lorraine Champagne Ardenne – 52, avenue du Général de Gaulle – 54380 DIEULOUARD de sept caméras intérieures fixes.**Article 2 Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le responsable de la sécurité et son adjoint et M. le responsable du centre de télésurveillance ou son adjoint.**La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.**Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée"*

Article 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence,
- M. le maire de DIEULOUARD,
- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 9 avril 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 09 avril 2009 portant autorisation de modification d'un système de vidéosurveillance existant dans la commune de PONT-A-MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} L'arrêté du 18 juillet 1997 n°54.97.0116 est modifié comme suit :

" Article 1^{er} La caisse d'épargne et de prévoyance est autorisée à installer un système de vidéosurveillance à l'agence de la caisse d'épargne de Lorraine Champagne Ardenne – 2, place Thiers – 54700 PONT A MOUSSON de six caméras intérieures fixes.

Article 2 Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. le responsable de la sécurité et son adjoint et M. le responsable du centre de télésurveillance ou son adjoint.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée. »

Article 2 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. le directeur de l'agence,
 - M. le maire de PONT A MOUSSON,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 9 avril 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 17 mars 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de BLENOD LES TOUL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{ER} – Mme Christelle VOSGIEN, gérante du tabac-presse, est autorisée à installer pour son établissement 6, rue Lucien Pagel – 54113 BLENOD LES TOUL , un système de vidéosurveillance de trois caméras comportant trois caméras intérieures fixes en conformité avec le plan produit, sous le numéro

54.09.0009

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont Mme VOSGIEN Christelle et Mr VOSGIEN Cyril.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 1 mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Christelle VOSGIEN,
 - M. le maire de BLENOD LES TOUL,
 - M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de M et M
- Nancy, le 17 mars 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 20 avril 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance dans la commune de ESSEY LES NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{ER} – La ville d'ESSEY LES NANCY est autorisée à installer sur son territoire un système de vidéosurveillance de treize caméras extérieures mobiles limité comme suit : La caméra n°1 dite " du Haut Château " ne devra visionner que le parking arrière du cimetière et du parc municipal et son accès conformément au tableau récapitulatif annexé sous le numéro : 54.09.0011.

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La liste des personnes chargées du droit d'accès aux images est annexée au présent arrêté.

La durée maximale de conservation des images est fixée à quinze jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Paul MONIN, maire,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique.
- Nancy, le 20 avril 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 18 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à Audun le Roman

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – La société SOLORMAG (LECLERC EXPRESS) est autorisée à installer 35, route de Briey – 54560 AUDUN LE ROMAN, un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras intérieures, en conformité avec le plan produit, sous le numéro :

54.09.0045

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Alain RAISKI, responsable magasin,
- M. Jean-Luc VIENNOT, responsable sécurité de SOLORMAG.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Alain RAISKI, responsable magasin,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle,
- M. le sous-préfet de BRIEY,
- M. le maire de AUDUN LE ROMAN,

Nancy, le 18 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à JOEUF

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – L'arrêté susvisé du 20 juin 1997 modifié, N°54.97.0262 est modifié ainsi qu'il suit :

"le nouveau dispositif comprend en plus 5 caméras "intérieures" et 1 caméra "extérieure" supplémentaires.

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – La personne chargée du droit d'accès aux images est : le responsable de l'agence.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- M. le directeur de la banque nationale de Paris ;
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le sous-préfet de BRIEY ;
- M. le maire de JOEUF.

Nancy, le 22 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à BACCARAT

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – L'arrêté susvisé du 15 octobre 1997 modifié, N°54.97.0330 est modifié ainsi qu'il suit :

"le nouveau dispositif comprend en plus 1 caméra "intérieure" supplémentaire.

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont : le service sécurité – 75886 PARIS Cédex 18.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- M. le directeur de la société générale ;

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle ;

- M. le maire de BACCARAT.

Nancy, le 22 décembre 2009

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LAXOU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – L'arrêté susvisé du 15 octobre 1997 modifié, N°54.97.0337 est modifié ainsi qu'il suit :

"le nouveau dispositif comprend en plus 1 caméra "intérieure" supplémentaire.

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont : le service sécurité – 75886 PARIS Cédex 18.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- M. le directeur de la société générale ;

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle ;

- M. le maire de LAXOU.

Nancy, le 22 décembre 2009

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

AR R E T E

Article 1er – L'arrêté susvisé du 15 octobre 1997 modifié, N°54.97.0341 est modifié ainsi qu'il suit :

"le nouveau dispositif comprend en plus 1 caméra "intérieure" supplémentaire.

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont : le service sécurité – 75886 PARIS Cédex 18.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- M. le directeur de la société générale ;
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le maire de LUNEVILLE.

Nancy, le 22 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – L'arrêté susvisé du 15 octobre 1997 modifié, N°54.97.0342 est modifié ainsi qu'il suit :

"le nouveau dispositif comprend en plus 2 caméras "intérieures" supplémentaires.

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont : le service sécurité – 75886 PARIS Cédex 18.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- M. le directeur de la société générale ;
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le maire de NANCY.

Nancy, le 22 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – L'arrêté susvisé du 15 octobre 1997 modifié, N°54.97.0343 est modifié ainsi qu'il suit :

"le nouveau dispositif comprend en plus 1 caméra "intérieure" supplémentaire.

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont : le service sécurité – 75886 PARIS Cédex 18.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- M. le directeur de la société générale ;
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le maire de NANCY.

Nancy, le 22 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – L'arrêté susvisé du 15 octobre 1997 modifié, N°54.97.0344 est modifié ainsi qu'il suit :

"le nouveau dispositif comprend en plus 1 caméra "intérieure" supplémentaire.

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont : le service sécurité – 75886 PARIS Cédex 18.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- M. le directeur de la société générale ;
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le maire de NANCY.

Nancy, le 22 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à POMPEY

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

A R R E T E

Article 1er – L'arrêté susvisé du 15 octobre 1997 modifié, N°54.97.0348 est modifié ainsi qu'il suit :

"le nouveau dispositif comprend en plus 1 caméra "intérieure" supplémentaire.

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont : le service sécurité – 75886 PARIS Cédex 18.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- M. le directeur de la société générale ;
- M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le maire de POMPEY.

Nancy, le 22 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à PONT A MOUSSON

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

A R R E T E

Article 1er – L'arrêté susvisé du 15 octobre 1997 modifié, N°54.97.0349 est modifié ainsi qu'il suit :

"le nouveau dispositif comprend en plus 1 caméra "intérieure" supplémentaire.

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont : le service sécurité – 75886 PARIS Cédex 18.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- M. le directeur de la société générale ;
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le maire de PONT A MOUSSON.

Nancy, le 22 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté modificatif du 22 décembre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à TOUL

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1er – L'arrêté susvisé du 15 octobre 1997 modifié, N°54.97.0352 est modifié ainsi qu'il suit :

"le nouveau dispositif comprend en plus 1 caméra "intérieure" supplémentaire.

Article 2 – La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 – Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont : le service sécurité – 75886 PARIS Cédex 18.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 – Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 - Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée :

- M. le directeur de la société générale ;

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle ;

- Mme le maire de TOUL.

Nancy, le 22 décembre 2009

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Les présents arrêtés peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de leurs publications.

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté du 17 décembre 2009 statuant sur la demande de création d'une zone de développement de l'éolien de la communauté de communes du pays de Longuyon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant le potentiel éolien et les possibilités de raccordement aux réseaux électriques compatibles avec le développement de l'énergie éolienne dans la zone ainsi définie ;

Considérant l'impact visuel et paysager modéré induit par l'éloignement du secteur 1 de la ZDE envisagée par rapport aux autres aérogénérateurs situés dans un périmètre inférieur à 10 km ;

Considérant que le secteur de Longuyon est considéré comme site emblématique en raison d'un relief marqué par la présence de plusieurs vallées et de boisements importants ;

Considérant le risque fort d'encercllement et de domination du paysage remarquable de la commune d'Allondrelle-la-Malmaison induit par les aérogénérateurs implantés dans les secteurs 2, 3 et 4 de la ZDE envisagée ;

Considérant que la proximité des secteurs 3 et 4 et dans une moindre mesure du secteur 2 avec les parcs existants le long de la RN 18 entre Longwy et Longuyon serait de nature à induire un risque de saturation du paysage ;

ARRETE

Article 1er : Une zone de développement de l'éolien est créée sur la zone 1 située sur le territoire de la commune d'Allondrelle-la-Malmaison selon le tracé annexé.

Le projet de zone de développement de l'éolien est refusé sur les zones 2, 3 et 4 indiquées sur la carte annexée.

Article 2 : Les puissances installées minimales et maximales des installations produisant de l'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent dans le périmètre précisé au précédent article sont respectivement de 2 mégawatts et 15 mégawatts.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de chaque commune dont tout ou partie du territoire est compris dans le périmètre de la zone de développement de l'éolien et des communes limitrophes à celles dont tout ou partie du territoire est compris dans le périmètre de la zone de développement de l'éolien pendant un mois à compter de la date de sa réception, et prendra effet à compter de sa publication.

Article 4 : La création de la zone de développement de l'éolien ne préjuge pas de l'obtention ultérieure de permis de construire pour des aérogénérateurs au titre de l'article L. 421-1 du code de l'urbanisme.

Article 5 : M. le Secrétaire Général, M. le Sous-Préfet de Briey, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, M. le directeur régional de l'environnement, M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, MM les maires des communes d'Allondrelle-la-Malmaison, Vilette, Colmey-Flabeuville et Longuyon.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, et qui pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Une copie de cette arrêté sera également transmise à M. le Président de la Communauté de Communes du pays de Longuyon.

Nancy, le 17 décembre 2009

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2009 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Bréhain-la-Ville, Crusnes, Errouville, Serrouville et Tiercelet

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est approuvé sur le territoire des communes de Bréhain-la-Ville, Crusnes, Errouville, Serrouville et Tiercelet. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

L'Est Républicain

Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes susvisées pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans les mairies des communes susvisées, à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, les maires des communes susvisées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 15 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 15 décembre 2009 d'approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de Custines

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de Custines tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans les deux journaux ci-dessous désignés :

L'Est Républicain

Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché à la mairie de Custines pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de Custines, à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

M. le directeur régional de l'environnement,

M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 15 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

*Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières***Arrêté N°09.OSD.40 du 17 décembre 2009 accordant d'élégation de signature de l'ordonnateur secondaire et du pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n°9 8-81 du 11 février 1998 et par la loi n°99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

Vu le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;

Vu le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 août 2008 nommant M. Lionel RAZUREL en qualité de directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle à compter du 10 septembre 2008 ;

Vu la circulaire du Ministre d'État, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire n°NOR/INT/C/93/00262 du 10 décembre 1993 relative à la gestion déconcentrée des services de police ;

Vu la note 09-901 du 7 décembre 2009 du Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités Territoriales, relative aux modalités de gestion des crédits de la police nationale pour l'année 2010

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE**DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

Article 1^{er} : Le responsable du programme 176 a arrêté les nouvelles modalités de gestion des crédits de la police nationale, nécessitées par la mise en œuvre du programme Chorus, pour 2010. Dans ce cadre de transfert des opérations de gestion vers les SGAP, délégation est donnée à Monsieur Lionel RAZUREL, directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État relevant du programme 176, à l'exception des opérations relatives à l'action sociale et aux indemnités dues aux fourrières.

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses et, le cas échéant, des opérations relatives aux recettes (titres de perception, états exécutoires, cessions).

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation me seront adressés trimestriellement.

Article 2 : Demeurent soumis à ma signature :

- les décisions d'opposition de prescription quadriennale aux créanciers
- les ordres de réquisition du comptable public,
- les demandes et les décisions de passer outre les refus de visas de l'engagement des dépenses émis par le Trésorier-Payeur Général, contrôleur financier déconcentré (cf. décret n°2005-54 du 27 janvier 2005).

Article 3 : M. Lionel RAZUREL peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature au Secrétariat Général de l'Administration de la Police – Est à Metz, dans les termes d'une délégation de gestion agréée par mes soins.

Article 4 : M. Lionel RAZUREL peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature aux agents relevant de son autorité. Ces subdélégations feront l'objet de décisions spécifiques, prises au nom du Préfet, et seront publiées au recueil des actes administratifs de la Préfecture. La signature des agents habilités est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

**DELEGATION DE SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR
EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS**

Article 5 : Délégation de signature est accordée à M. Lionel RAZUREL, directeur de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur le programme 176 dans les conditions visées à l'article 1er du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 €HT pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 €HT pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à M. Lionel RAZUREL, directeur de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Article 6 : Délégation de signature est également accordée à M. Lionel RAZUREL, directeur de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils, les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Article 7 : M. Lionel RAZUREL, directeur de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 €HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 8 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 206 000€HT en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, M. Lionel RAZUREL, directeur de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle peut se faire représenter dans le cadre de la délégation de gestion au SGAP approuvée par mes soins.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 206 000 €HT en matière de travaux, M. Lionel RAZUREL, directeur de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Article 9 : L'arrêté préfectoral N°09.OSD.34 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Lionel RAZUREL, directeur de la sécurité publique nationale, est abrogé.

Article 10 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle et M. le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 décembre 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté du 18 décembre 2009 autorisant le retrait de la commune de Bainville sur Madon du syndicat de travaux de la vallée du Madon.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu les délibérations favorables des communes de :

Autrey-sur-Madon en date du 17 septembre 2009,

Ceintrey en date du 22 octobre 2009,

Pierreville en date du 18 septembre 2009,

Pulligny en date du 24 octobre 2009 ;

Vu la délibération favorable de la commune de Voinémont, enregistrée en préfecture le 14 décembre 2009 après le terme du délai de consultation, valant avis défavorable ;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-19 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

ARRETE

Article 1er: Le retrait de la commune de Bainville-sur-Madon du syndicat de travaux de la vallée du Madon est autorisé.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat de travaux de la vallée du Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 18 décembre 2009

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE**Extrait de l'arrêté du 21 décembre 2009 modifiant les statuts du syndicat intercommunal scolaire de la région de Leintrey**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Constatant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, les conditions de majorité sont atteintes ;

AR R E T E

Article 1^{er}. – Les statuts du syndicat intercommunal scolaire de la région de Leintrey annexés au présent arrêté sont approuvés.

Article 3. – Le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal scolaire de la région de Leintrey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 15 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation

Le sous-préfet de Lunéville

Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Les statuts annexes sont consultables à la sous-préfecture de Lunéville

Extrait de l'arrêté du 18 décembre 2009 portant mandatement d'office

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le courrier du trésorier payeur général de Meurthe-et-Moselle du 12 octobre 2009 demandant la mise en œuvre de la procédure de mandatement d'office à l'encontre de la commune de Pierre-Percée, redevable envers le service départemental d'incendie et de secours d'un montant de 12 641 euros correspondant à sa contribution financière au titre du contingent incendie pour 2008 ;

Vu la lettre de mise en demeure du 23 octobre 2009 adressée au maire de Pierre-Percée ;

Considérant qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

AR R E T E

Article 1^{er}. – Une somme de 12 641 euros correspondant à la contribution financière de la commune de Pierre-Percée au titre du contingent incendie pour 2008 est attribuée au service départemental d'incendie et de secours.

Article 2. – La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits à l'article 6553 « contingents et participations obligatoires : service d'incendie » du budget principal 2009 de la commune de Pierre-Percée.

Article 3. – Le présent arrêté tient lieu de mandat.

Article 3. – Le sous-préfet de Lunéville et le chef de poste de la trésorerie de Baccarat-Badonviller sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 18 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation

Le sous-préfet de Lunéville

Philippe SAFFREY

DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES***Service protection sociale***Extrait de l'arrêté D.R.A.S.S. n° 2009 - 196 du 5 novembre 2009 portant retrait d'agrément d'une mutuelle**

Le préfet de la région Lorraine,
Préfet de la zone de défense Est,
Préfet de la Moselle

AR R E T E

Article 1 : La Mutuelle des Tramways de Nancy, inscrite au registre national des mutuelles sous le numéro 443 586 342, dont le siège social se situe à Nancy (54001), 51 rue Emile Bertin – BP n°422, fait l'objet, au vu de sa substitution en application de l'article L.211-5 du code de la mutualité, d'un retrait d'agrément pour pratiquer les opérations relevant des branches ou sous-branches suivantes mentionnées à l'article R.211-2 de ce même code :

1 – Accidents (y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles) ;

2 – Maladie ;

Article 2 : La Secrétaire générale pour les affaires régionales, la Directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine par intérim, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de l'Union européenne, au journal officiel de la République Française, au bulletin officiel de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Nancy, le 5 novembre 2009

Le préfet de la région Lorraine,

et par délégation

La directrice régionale des affaires sanitaires et sociales

par intérim

Sylvaine GAULARD

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 211 /2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité régionale , au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 000 031 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 806 088 € soit :

1) 2 793 446 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 2 444 190 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 139 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 8 564 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 339 296 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 1 257 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 7 783 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 4 859 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement Maternité régionale et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution..Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 212/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 000 049 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 264 125 € soit :

1 264 125 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 1 056 486 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 26 245 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 2 657 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 175 512 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 3 225 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement Centre hospitalier - Toul et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 213/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 000 080 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'hospitalisation de Lorraine

AR R E T E

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 525 107 € soit :

1) 1 489 486 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 1 347 143 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 21 409 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 1 741 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 117 638 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 1 555 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 23 344 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 12 277 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement Centre hospitalier - Lunéville et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution..Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 214/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de Pont à Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 000 106 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 613 641 € soit :

- 613 641 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
- 507 580 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 17 841 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 1 946 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 86 069 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 205 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement Centre hospitalier – Pont à Mousson et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 215/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière Saint-Charles, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 000 122 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 212 731 € soit :

- 212 731 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
- 211 751 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 980 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH St Charles Nancy et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 216/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot – Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 006 707 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 54 883 € soit :

- 54 883 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
- 54 883 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. Parisot Bainville et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 217/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Briey au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 000 767 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 477 227 € soit :

- 1) 2 392 072 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 2 108 356 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 36 255 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 7 075 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
 - 237 460 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 2 926 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 59 857 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 25 298 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CH Briey et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 218/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 000 882 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 104

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 258 539 € soit :

258 539 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 199 066 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 58 962 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;
- 511 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement Hôpital - Joeuf et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 219/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009. N° FINESS Entité juridique 540 002 078 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 28 187 555 € soit :

1) 25 490 425 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 22 912 267 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 111 625 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
- 10 995 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
- 2 411 530 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 33 548 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
- 10 460 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 1 849 501 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 847 629 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. de Nancy et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N° 220/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin, au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 003 019 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 225 404 € soit :

1) 2 740 932 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 2 534 397 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
- 204 719 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 1 816 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 480 150 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 4 322 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. Vautrin- Vandoeuvre et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°221//2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 014 081 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 95 381 € soit :

95 381 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

95 381 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement Hôpital - Baccarat et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH – DDASS 54 N°222/2009 du 23 novembre 2009 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de septembre 2009 N° FINESS Entité juridique 540 020 112 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163

Le Directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'hospitalisation de Lorraine

ARRETE

Article 1^{er} – La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 225 344 € soit :

1) 2 036 829 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

- 1 816 313 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

- 14 202 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

- 205 132 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

- 1 182 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 0 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

3) 188 515 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution. Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°223/2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2009. N° FINESS Entité juridique 540 000 031 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

ARRETE

Article 1 Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maternité Régionale est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 11 478 284 €.

Article 4 Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 470 550 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°224/2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2009. N° FINESS Entité juridique 540 000 049 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

ARRETE

Article 1 Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de TOUL est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 170 484 €.

Article 4 Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 129 330 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°225 /2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 000 080 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

AR R E T E

Article 1 Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €.

Article 3 Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 422 831 €.

Article 4 Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 129 330 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°226/2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 000 106 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

AR R E T E

Article 1 Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Article 2 Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 961 654 €.

Article 3 Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 300 413 €.

Article 4 Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 799 940 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;
- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°227/2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques PARISOT de Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 006 707 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

AR R E T E

Article 1 Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Jacques PARISOT de Bainville sur Madon est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

Article 2 Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 15 888 727 €.

Article 3 Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 70 000 €.

Article 4 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

L'inspectrice principale

Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°228/2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de BRIEY pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 000 767 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 070

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

AR R E T E

Article 1 Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de BRIEY est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Article 2 Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 8 572 807 €.

Article 3 Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 5 569 039 €.

Article 4 Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 1 636 780 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

L'inspectrice principale

Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°229/2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 002 078 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

AR R E T E

Article 1 Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 12 581 944 €.

Article 3 Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 111 105 909 €.

Article 4 Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 3 864 690 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

- 656 430 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

- 1 268 850 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales

L'inspectrice principale

Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°230 /2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à VANDOEUVRE pour l'exercice 2009.N°FINESS Entité juridique 540 003 019 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

AR R E T E

Article 1 Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis Vautrin à Vandoeuvre est fixé pour l'année 2008, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 15 028 080 €.

Article 4 Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°231 /2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2009.N°FINESS Entité juridique 540 014 081 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

AR R E T E

Article 1 Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière de Baccarat est fixé pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté ;

Article 2 Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 38 756 €.

Article 4 Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°232/2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) pour l'exercice 2009 N°FINESS Entité juridique 540 020 112 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

AR R E T E

Article 1 Le montant des ressources d'assurance maladie du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (S.I.N.C.A.L.) est modifié pour l'année 2009, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 358 279 €.

Article 4 Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

- 0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur Général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°233 /2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 000 114 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 312

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

AR R E T E

Article 1 Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 12 751 385 €.

Article 3 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°234 /2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de NANCY- LAXOU pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 000 056 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 014 073

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

AR R E T E

Article 1 Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Psychothérapique de Nancy est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté ;

Article 2 Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 75 522 651 €

Article 3 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°235 /2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal 3 H SANTÉ pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 019 007 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 148

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

AR R E T E

Article 1 Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal 3H SANTÉ est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté ;

Article 2 Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 909 894 €

Article 3 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,

Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°236/2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 003 399 N°FINESS ETABLISSEMENT 540 000 270

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

AR R E T E

Article 1 Le montant des ressources d'assurance maladie de l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY est modifié pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 751 758 €.

Article 3 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et la Directrice de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté ARH-DDASS 54 N°237 /2009 du 30 novembre 2009 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny pour l'exercice 2009.N° FINESS Entité juridique 540 006 707 N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 585

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation

ARRETE

Article 1 Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison de Repos et de Convalescence de Flavigny est fixé pour l'année 2009, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 4 717 443 €.

Article 3 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux- C.O. 071 – 54036 – NANCY CEDEX), dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Pour le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation
et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales
L'inspectrice principale
Stéphanie GEYER

Extrait de l'arrêté n°2 /2009 ARH – PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE du 30 novembre 2009 fixant la répartition des capacités et des ressources de l'assurance maladie de l'unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Brierly entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social.

Le Directeur-Adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'hospitalisation de LORRAINE
Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant les orientations du Schéma Régional de l'Organisation Sanitaire de la région Lorraine et notamment son volet « Prise en charge des personnes âgées » ;

Considérant les résultats de la coupe transversale dite « coupe Pathos » réalisée le 19 mai 2006 dans l'unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Brierly ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} - La répartition des capacités d'accueil de l'unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Brierly n° FINESS 540 001 070 entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social est fixée comme suit :

- Capacité d'hébergement de soins de longue durée relevant de l'objectif mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale : 0 lit
- Capacité d'hébergement pour personnes âgées dépendantes relevant de l'objectif mentionné à l'article L.314-3-1 du code de l'action sociale et des familles : 30 lits

Article 2 - La répartition des ressources de l'assurance maladie de l'unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Brierly, attribuées au titre de l'exercice en cours, est fixée comme suit :

593 281 € pour l'unité d'hébergement pour personnes âgées dépendantes relevant de l'objectif mentionné à l'article L.314-3-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Article 3 – Le présent arrêté prend effet au 1^{er} janvier 2010.

Article 4 – Le présent arrêté peut être contesté dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification en formulant :
- un recours administratif gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, ou du directeur de l'Agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine ;

- un recours hiérarchique auprès de Madame la ministre de la santé et des sports ;

- un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif - 5, place Carrière - 54000 NANCY ;

Le recours contentieux concernant la partie tarifaire du présent arrêté doit parvenir au greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale Immeuble « les Thiers » - 4 rue Piroux - CO 80 071—54 071 NANCY CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification, ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L.351 - 1 à L.351 - 7 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5-Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Meurthe-et-Moselle et la Directrice du Centre Hospitalier de Brierly sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et de la préfecture du département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Le Directeur-Adjoint, suppléant dans les fonctions
de Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Le Préfet de la Meurthe-et-Moselle,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté n°5/2009 ARH – PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE du 30 novembre 2009 fixant la répartition des capacités et des ressources de l'assurance maladie de l'unité de soins de longue durée d'Alpha Santé – Hôpital de Mont-Saint-Martin entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social

Le Directeur-Adjoint, suppléant dans les fonctions de Directeur de l'Agence Régionale de l'hospitalisation de LORRAINE
Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant les orientations du Schéma Régional de l'Organisation Sanitaire de la région Lorraine et notamment son volet « Prise en charge des personnes âgées » ;
Considérant les résultats de la coupe transversale dite " coupe Pathos " réalisée le 19 mai 2006 dans l'unité de soins de longue durée de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy (aujourd'hui Alpha Santé);

ARRETEMENT

Article 1^{er} - La répartition des capacités d'accueil de l'unité de soins de longue durée de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy n° FINESS 540 001 096 entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social est fixée comme suit :

- Capacité d'hébergement de soins de longue durée relevant de l'objectif mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale : 30 lits
- Capacité d'hébergement pour personnes âgées dépendantes relevant de l'objectif mentionné à l'article L.314-3-1 du code de l'action sociale et des familles : 146 lits

Article 2 - La répartition des ressources de l'assurance maladie de l'unité de soins de longue durée de l'Association Hospitalière du Bassin de Longwy, attribuées au titre de l'exercice en cours, est fixée comme suit :

- 1 055 815 € pour l'unité de soins de longue durée relevant de l'objectif mentionné à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale ;
- 2 328 762 € pour l'unité d'hébergement pour personnes âgées dépendantes relevant de l'objectif mentionné à l'article L.314-3-1 du code de l'action sociale et des familles ;

Article 3 – Le présent arrêté prend effet au 1^{er} janvier 2010.

Article 4 – Le présent arrêté peut être contesté dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification en formulant :

- un recours administratif gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, ou du directeur de l'Agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine ;

- un recours hiérarchique auprès de Madame la ministre de la santé et des sports ;

- un recours contentieux peut également être déposé auprès du tribunal administratif - 5, place Carrière - 54000 NANCY ;

Le recours contentieux concernant la partie tarifaire du présent arrêté doit parvenir au greffe du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale Immeuble " les Thiers " - 4 rue Piroux - CO 80 071—54 071 NANCY CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de sa notification, ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L.351 - 1 à L.351 - 7 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5 - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Meurthe-et-Moselle et le Directeur d'Alpha Santé – Hôpital de Mont-Saint-Martin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et des préfectures des départements de Moselle et Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 novembre 2009

Le Directeur-Adjoint, suppléant dans les fonctions
de Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation de Lorraine,
Marcel DOSSMANN

Le Préfet de la Meurthe-et-Moselle,
Dominique BELLION

Suite à une erreur matérielle (numéro de l'arrêté erroné), cette publication annule et remplace la précédente.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Extrait de l'arrêté N°1455 du 15 décembre 2009 autorisant la fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels de Nancy à étendre de 2 places la capacité de son Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) « les ateliers du Haut des Vannes » sis à Liverdun

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETEMENT

Article 1^{er} : L'Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels de Nancy est autorisée à étendre de 2 places la capacité de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail « les ateliers du Haut des Vannes » qu'il gère à Liverdun.

Article 2 : La capacité globale de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) « les ateliers du Haut des Vannes » de Liverdun est fixée à 42 places à compter du 1^{er} décembre 2009.

Article 3 : En application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 4 : La mise en œuvre de l'autorisation visée à l'article 1^{er} est subordonnée au résultat de la visite de conformité prévue en application des articles D.313-11 à D.313-14 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au Tribunal Administratif de Nancy - 5 place de la Carrière – 54 036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Madame la Présidente de la fondation de l'Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels de Nancy - 8 rue de Santifontaine – 54052 NANCY CEDEX.

Nancy, le 15 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté N°1456 du 15 décembre 2009 autorisant l'Office d'Hygiène Sociale A étendre de 5 places la capacité de son Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) " le Fin Palais " sis à Maxéville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : L'Office d'Hygiène Sociale est autorisé à étendre de 5 places la capacité de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail " le Fin Palais " qu'il gère à Maxéville.

Article 2 : La capacité globale de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) « le Fin Palais » de Maxéville est fixée à 35 places à compter du 1^{er} décembre 2009.

Article 3 : En application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 4 : La mise en œuvre de l'autorisation visée à l'article 1^{er} est subordonnée au résultat de la visite de conformité prévue en application des articles D.313-11 à D.313-14 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au Tribunal Administratif de Nancy - 5 place de la Carrière – 54 036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Monsieur le Président l'Office d'Hygiène Sociale – 1 rue du Vivarais – 54519 VANDOEUVRE LES NANCY.

Nancy, le 15 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté N°1457 du 15 décembre 2009 autorisant l'Association des Paralysés de France (APF) A étendre de 2 places la capacité de son Etablissement et Service d'Aide par Travail (ESAT) sis à Ludres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : L'Association des Paralysés de France est autorisée à étendre de 2 places la capacité de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail qu'elle gère à Ludres.

Article 2 : La capacité globale de l'Etablissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT) de Ludres est fixée à 27 places à compter du 1^{er} décembre 2009.

Article 3 : En application de l'article L.313-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, la présente autorisation est accordée pour une durée de 15 ans. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L.312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L.313-5 du même code.

Article 4 : La mise en œuvre de l'autorisation visée à l'article 1^{er} est subordonnée au résultat de la visite de conformité prévue en application des articles D.313-11 à D.313-14 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Article 5 : Tout recours contre le présent arrêté doit parvenir au Tribunal Administratif de Nancy - 5 place de la Carrière – 54 036 NANCY Cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Madame la Présidente de l'Association des Paralysés de France - 585, rue Denis Papin -54713 LUDRES CEDEX.

Nancy, le 15 décembre 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté N°1458 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T) « Le Fin Palais » rue Jean Jaurès - 54320 Maxéville géré par l'Office d'Hygiène Sociale (O.H.S.) dont la tarification relève de la compétence de l'état numéro finess : 5400 011 269

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant	Total
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	48 503,43 €	
	Groupe II :		
	Dépenses afférentes au personnel	318 388,76 €	433 498,82 €
	Groupe III :		
	Dépenses afférentes à la structure	50 254,24 €	
	Déficit 11519 – 119	16 352,39 €	
Recettes	Groupe I :		
	Produits de la tarification	433 498,82 €	
	Groupe II :		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	433 498,82 €
	Groupe III :		
	Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 -110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T. de Maxéville est fixée à : 433 498,82 €.

La fraction forfaitaire mensuelle est égale au douzième la dotation globale de financement : 36 124,90 €.

A compter du 1^{er} janvier 2010, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 39 230,99 €.

Ce montant inclut l'extension en année pleine des places nouvelles autorisées en 2009.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives et à Monsieur le Président de l'Office d'Hygiène Sociale.

Nancy, le 25 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°1459 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T) de Rosières-aux-Salines - 4 rue Léon Parisot - 54110 ROSIERES-AUX-SALINES géré par l'Etablissement Public Départemental dont la tarification relève de la compétence de l'état numéro finess : 54 001 2796

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant	Total
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	157 980,00 €	2 287 752,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 476 200,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	653 572,00 €	
	Déficit 11519 – 119		
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 287 752,00 €	2 287 752,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 -110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T. de Rosières est fixée à : 2 287 752,00 €.

La fraction forfaitaire mensuelle est égale au douzième de la dotation globale de financement : 190 646,00 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives et à Madame la Présidente du Conseil d'Administration du CAP'S.

Nancy, le 25 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°1460 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement du service d'aide par le travail (E.S.A.T) pour déficients Visuels "les Ateliers du Haut du Vannes" – domaine des Eaux Bleues – BP 9 – 54460 Liverdun géré par l'Institution des Jeunes Aveugles (I.J.A.) dont la tarification relève de la compétence de l'état numéro finess : 540 012 978

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant	Total
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	80 192,68 €	484 932,75 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	374 591,35 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	19 090,72 €	
	Déficit 11519 - 119	11 058,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	484 932,75 €	484 932,75 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 – 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T. de Liverdun (I.J.A.) est fixée à : 484 932,75 €..

La fraction forfaitaire mensuelle est égale au douzième de la dotation globale de financement : 40 411,06 €.

A compter du 1^{er} janvier 2010, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 41 277,06 €.

Ce montant inclut l'extension en année pleine des places nouvelles autorisées en 2009.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives et à Madame la Présidente de l'Institution des Jeunes Aveugles et Déficients Visuels de Nancy.

Nancy, le 25 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
La directrice adjointe
Claudine BARBASTE

Extrait de l'arrêté N°1461 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement de l'établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T) "La Ferme de la Faisanderie" Chemin Lecomte - 54550 Bainville-sur-Madon géré par l'association "La ferme de la Faisanderie" à Neuves-Maisons dont la tarification relève de la compétence de l'Etat numéro finess : 540 015 328

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant	Total
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	20 600,00 €	169 830,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	137 549,13 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	11 680,87 €	
	Déficit 11519 - 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	169 830,00 €	169 830,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 - 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T. « La Ferme de la Faisanderie » est fixée à : 169 830,00 €.

La fraction forfaitaire mensuelle est égale au douzième de la dotation globale de financement : 14 152,50 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives et à Monsieur le Président de l'association « la Ferme de la Faisanderie ».

Nancy, le 25 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°1462 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement de l'établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T.) - 585 rue Denis PAPIN - 54713 LUDRES Cedex géré par l'association des Paralysés de France (A.P.F) dont la tarification relève de la compétence de l'Etat numéro finess : 540 008 299

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant	Total
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	46 804 ,39 €	288 629,00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	219 924,77 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	21 899,84 €	
	Déficit 11519 – 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	269 878,00 €	288 629,00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	13 690,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	5 061,00 €	
	Excédent 11510 - 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T. d'A.P.F Ludres est fixée à : 269 878,00 €.

La fraction forfaitaire mensuelle est égale au douzième de la dotation globale de financement : 22 489,83 €.

A compter du 1^{er} janvier 2010, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 24 277,33 €.

Ce montant inclut l'extension en année pleine des places nouvelles autorisées en 2009.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 Nancy Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives et transmis à Madame la Présidente de l'Association des Paralysés de France.

Nancy, le 25 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°1463 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement de l'établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T.) 1 rue des Cités – 54 112 Allamps géré par le G.I.P. "Handicap et Insertion" dont la tarification relève de la compétence de l'Etat numéro finess : 540 013 273

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'E.S.A.T. sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant	Total
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	189 630,12 €	749 067,60 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	470 184,00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	61 649,48 €	
	Déficit 11519 – 119	27 604,00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	687 067,60 €	749 067,60 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	62 000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 - 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T. d'Allamps est fixée à : 687 067,60 €.

La fraction forfaitaire mensuelle est égale au douzième de la dotation globale de financement : 57 255,63 €.

A compter du 1^{er} janvier 2010, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 54 955,30 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives et à Monsieur le Président du G.I.P. d'Allamps.

Nancy, le 25 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°1464 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement de l'établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T.) de Briey/Piennes - Zone Industrielle de la Chesnois B.P. N°3 - 54154 BRIEY Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat numéro FINESS : 540 004 397

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant	Total
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	570 656,22 €	2 252 593,90 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 358 855,01 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	293 744,71 €	
	Déficit 11519 - 119	29 337,96 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 132 604,90 €	2 252 593,90 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	119 989,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 - 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T. de Briey/Piennes est fixée à : 2 132 604,90 €.

La fraction forfaitaire mensuelle est égale au douzième de la dotation globale de financement : 177 717,07 €.

A compter du 1^{er} janvier 2010, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 175 272,24 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives et à Monsieur le Président de l'A.E.I.M. à Villers les Nancy.

Nancy, le 25 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N° 1465 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement de l'établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T) d'Heillecourt/Ludres "André Lanciot" - Zone Industrielle - 15 rue des Erables - BP 56 - 54182 HEILLECOURT Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat numéro FINESS : 540 004 405/540 005 451

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant	Total
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	671 230,22 €	
	Groupe II :		
	Dépenses afférentes au personnel	2 537 798,45 €	
	Groupe III :		
	Dépenses afférentes à la structure	458 590,33 €	
	Déficit 11519 - 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I :		
	Produits de la tarification	3 453 210,00 €	
	Groupe II :		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	213 299,00 €	
	Groupe III :		
	Produits financiers et produits non encaissables	1 110,00 €	
	Excédent 11510 - 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T d'Heillecourt/Ludres est fixée à : 3 453 210,00 €.

La fraction forfaitaire mensuelle est égale au douzième de la dotation globale de financement : 287 767,50 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4: Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives et à Monsieur le Président de l'A.E.I.M. à Villers les Nancy.

Nancy, le 25 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°1466 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement de l'établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T) de Lunéville/St Nicolas de Port - ZAD de Chanteheux - BP 3 - 54302 LUNEVILLE Cedex géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat numéro FINESS : 540 005 253

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant	Total
Dépenses	Groupe I		
	Dépenses afférentes à l'exploitation courante	736 342,63 €	
	Groupe II :		
	Dépenses afférentes au personnel	1 676 358,64 €	
	Groupe III :		
	Dépenses afférentes à la structure	283 241,95 €	
	Déficit 11519 - 119	0,00 €	
Recettes	Groupe I :		
	Produits de la tarification	2 542 738,32 €	
	Groupe II :		
	Autres produits relatifs à l'exploitation	153 078,00 €	
	Groupe III :		
	Produits financiers et produits non encaissables	126,00 €	
	Excédent 11510 - 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T de Lunéville/St Nicolas est fixée à : 2 542 738,32 €.

La fraction forfaitaire mensuelle est égale au douzième de la dotation globale de financement : 211 894,86 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n° 71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives et à Monsieur le Président de l'A.E.I.M. à Villers les Nancy.
Nancy, le 25 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N°1467 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement de l'établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T) de Liverdun/Pont à Mousson - Route de Frouard – B.P.10 – 54460 LIVERDUN (adresse postale : BP 105 - 54715 LUDRES CEDEX) géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat numéro FINESS : 540 004 413/540 013 083

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant	Total
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	766 480,21 €	3 374 127,64 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	2 063 751,02 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	371 557,08 €	
	Déficit 11519 – 119	172 339,33 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	3 189 113,08 €	3 374 127,64 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	185 014,56 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 - 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T de Liverdun/Pont-à-Mousson est fixée à : 3 189 113,08 €.

La fraction forfaitaire mensuelle est égale au douzième de la dotation globale de financement : 265 759,42 €.

A compter du 1^{er} janvier 2010, le montant de la fraction forfaitaire mensuelle est ramené à : 251 397,81 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n°71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives et à Monsieur le Président de l'A.E.I.M. à Villers les Nancy.

Nancy, le 25 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté N° 1468 du 25 novembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globales de financement de l'établissement et service d'aide par le travail (E.S.A.T) de Villers-la-Montagne - BP 3 Zone industrielle 54920 VILLERS-LA-MONTAGNE géré par l'AEIM dont la tarification relève de la compétence de l'Etat numéro FINESS : 540004710

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du Service d'Aide par le Travail sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montant	Total
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	434 855,10 €	2 262 855,53 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 567 027,75 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	260 972,68 €	
	Déficit 11519 -119		
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 133 797,53 €	2 262 855,53 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	129 058,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Excédent 11510 - 110	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement de l'E.S.A.T de Villers la Montagne est fixée à : 2 133 797,53 €.

La fraction forfaitaire mensuelle est égale au douzième de la dotation globale de financement : 177 816,46 €.

Article 3 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux - CO n°71 - 54036 NANCY Cedex, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et transmis à la direction départementale des archives et à Monsieur le Président de l'A.E.I.M. à Villers les Nancy.

Nancy, le 25 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'inspecteur principal
Philippe KRIN

Service solidarité - autonomie

Arrêté DDASS / SSA N° 1598 du 15 décembre 2009 autorisant l'Association "Santé Orne Services" à créer un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à Joeuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9, L 314-1 à L 314-4 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu les articles R 312-180 à R 312-192, R 313-1 à R 313-10, D 312-1 à D 312-7-1, D 313-11 à D 313-14 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
Vu le schéma gérontologique 2009-2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée Départementale le 23 mars 2009 ;
Vu l'arrêté du préfet de la région Lorraine n°214 SGAR du 26 mai 2009 portant fixation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicapés et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;
Vu la demande présentée le 29 juin 2009 par l'Association "Santé Orne Services" à l'effet de créer un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à Joeuf ;
Vu l'avis du 20 octobre 2009 de la Direction de la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est ;
Vu l'avis du 14 octobre 2009 de la Direction régionale du service médical du Nord-Est ;
Vu l'avis du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale (CROSMS) de Lorraine en sa séance du 5 novembre 2009 ;

Considérant :

- la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le territoire de santé de proximité de Briey et les liaisons entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social ;
- que le projet répond aux objectifs du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) et présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L 314-4 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'exercice 2009 ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'Association " Santé Orne Services ", dont le siège est situé 10 place de l'Hôtel de Ville – 54240 Joeuf, est autorisée à créer un service de soins infirmiers à domicile de 30 places pour personnes âgées à Joeuf, à compter du 1^{er} janvier 2010.

Article 2 : La localisation du service de soins infirmiers à domicile de Joeuf est : 26 rue saint Robert – 54240 Joeuf.

Article 3 : Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation :

est délivrée pour une durée de quinze ans.

serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

Article 5 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 6 : Le service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Joeuf est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Code MFT : 05 « préfet département médico-social »

Code catégorie : 354 " SSIAD "

Capacité : 30

Code discipline : 358 " soins infirmiers à domicile "

Capacité : 30

Code activité / fonctionnement : 16 "prestation en milieu ordinaire "

Capacité : 30

Code clientèle : 700 "personnes âgées"

Capacité : 30

Article 7 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière -54036 Nancy
cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à
compter de la date de sa notification.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée l'Association « Santé Orne Services », 10 place de l'Hôtel de Ville – 54240 Joeuf

Nancy, le 15 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Arrêté DDASS / SSA N° 1632 du 15 décembre 2009 aut orisant l'Association "Assistance Vie à Domicile" (AVAD) à créer un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées à Essey-Les-Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9, L 314-1 à L 314-4 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu les articles R 312-180 à R 312-192, R 313-1 à R 313-10, D 312-1 à D 312-7-1, D 313-11 à D 313-14 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif à ux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
Vu le schéma gérontologique 2009-2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée Départementale le 23 mars 2009 ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Lorraine n°214 SGAR du 26 mai 2009 portant fixation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;
 Vu la demande présentée le 30 juin 2009 par l'Association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD) à l'effet de créer un service de soins infirmiers à domicile de 50 places pour personnes âgées et 5 places pour personnes handicapées à Essey-Les-Nancy ;
 Vu l'avis du 22 octobre 2009 de la Direction de la caisse régionale d'assurance maladie du Nord-Est ;
 Vu l'avis du 16 octobre 2009 de la Direction régionale du service médical du Nord-Est ;
 Vu l'avis du comité régional de l'organisation sociale et médico-sociale (CROSMS) de Lorraine en sa séance du 5 novembre 2009 ;

Considérant :

- la nécessité de renforcer la filière gériatrique et gérontologique sur le territoire de santé de proximité de « Nancy et couronne » et les liaisons entre le secteur sanitaire et le secteur médico-social ;
- que la dotation départementale et l'étude des besoins en places nouvelles de services de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées des territoires de santé de proximité du département de Meurthe-et-Moselle permet d'autoriser actuellement la création d'un service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées dans la commune d'Essey-Les-Nancy d'une capacité limitée à 25 places ;
- que la création de 25 places supplémentaires de service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées sur le territoire de santé de proximité de « Nancy et couronne » répond aux objectifs du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) ;
- que l'autorisation de création d'un service de soins infirmiers de 25 places pour personnes âgées présente un coût de fonctionnement en année pleine compatible avec le montant des dotations mentionnées à l'article L 314-4 du code de l'action sociale et des familles au titre de l'exercice 2009 ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'Association « Assistance Vie à Domicile » (AVAD), dont le siège est situé 23 Avenue Foch – 54270 Essey-Les-Nancy, est autorisée à créer un service de soins infirmiers à domicile de 25 places pour personnes âgées à Essey-Les-Nancy, à compter du 1^{er} mars 2010.

Article 2 : Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, la présente autorisation :

- est délivrée pour une durée de quinze ans,
- serait réputée caduque en l'absence de commencement d'exécution dans un délai de trois ans à compter de sa notification.

Le renouvellement de la présente autorisation sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 3 : La mise en œuvre de la présente autorisation est subordonnée au résultat de la visite de conformité mentionnée à l'article L.313-6 du code de l'action sociale et des familles dont les conditions de mise en œuvre sont prévues par les articles D.313-11 à D.313-14 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Le service de soins infirmiers à domicile pour personnes âgées de Joeuf est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Code MFT : 05 « préfet département médico-social »

Code catégorie : 354 " SSIAD "

Capacité : 25

Code discipline : 358 " soins infirmiers à domicile "

Capacité : 25

Code activité / fonctionnement : 16 " prestation en milieu ordinaire "

Capacité : 25

Code clientèle : 700 " personnes âgées "

Capacité : 25

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy 5 place carrière -54036 Nancy cedex dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée l'Association " Assistance Vie à Domicile " (AVAD), 23 Avenue Foch – 54270 Essey-Les-Nancy

Nancy, le 15 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
 Le secrétaire général,
 François MALHANCHE

Service Pôle santé

Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/1546 du 10 décembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues L'Echange - situé 7 rue Lionnois à Nancy géré par l'Association AGU

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAARUD « L'Echange » géré par l'Association AGU sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses d'exploitation courante	51 470 €	149 715 €
	Groupe II : Dépenses de personnel	93 372 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	4 401 €	
	Déficit repris	472	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	142 715 €	149 715 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	7 000	
	Groupe III : Autres produits	0 €	

Article 2- Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du CAARUD « L'Echange » géré par l'Association AGU est fixée à 142 715 €.

Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2009 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux – CO n°71 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Extrait de l'arrêté DDASS/Pôle Santé/2009-1547 du 10 décembre 2009 fixant pour 2009 la dotation globale de financement d'un établissement médico-social : Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues situé 66 rue Stanislas à Nancy géré par l'Association AIDES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} - Pour l'exercice budgétaire 2009, les recettes et les dépenses prévisionnelles du CAARUD géré par l'Association AIDES 54 sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en Euros	Total en Euros
Dépenses	Groupe I Dépenses d'exploitation courante	62 300 €	190 682 €
	Groupe II : Dépenses de personnel	71 667 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	26 659 €	
	Déficit repris	30 056 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	184 641 €	190 682 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	6 041 €	
	Groupe III : Autres produits	0 €	

Article 2- Pour l'exercice budgétaire 2009, la dotation globale de financement du CAARUD géré par l'Association AIDES 54 est fixée à 184 641 €. Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues, il sera procédé à la régularisation des versements pour la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2009 sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 3 - Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux – CO n°71 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Extrait de l'arrêté N°2009/DDEA54/ADUR/039 du 11 décembre 2009 portant composition de la commission de conciliation

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : La commission de conciliation en matière d'élaboration de schémas de cohérence territoriale, de schémas de secteur, de plans locaux d'urbanisme et de cartes communales est présidée par monsieur Michel CANDAT, maire de SAULXURES-LES-NANCY.

Monsieur Bernard LAHURE, maire de VILLERS-LA-CHEVRE, est désigné comme vice président.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chaque membre de la commission et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 décembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

Extrait de l'arrêté 09-DDSV-122 du 13 novembre 2009 portant désignation des personnes chargées de négocier annuellement les conventions départementales fixant les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collectives dirigées par l'Etat

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1°: Les personnes chargées de négocier annuellement les conventions départementales fixant les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat sont les suivantes :

a) Deux vétérinaires titulaires du mandat sanitaire
au titre de l'organisation syndicale représentant les vétérinaires du département.

Titulaire : Docteur CUVILLIER Mathieu
Vétérinaire
22, avenue du 69ème R.I. à ESSEY LES NANCY (54270)
Suppléant : Docteur GILLET Christophe
Vétérinaire
5, rue du Château à BLAMONT (54450)
au titre de l'Ordre régional des vétérinaires.
Titulaire : Docteur THIERCY Dominique
Vétérinaire
16, avenue du Général de Gaulle à PONT A MOUSSON (54700)
Suppléant : Docteur ANDRE Frédéric
Vétérinaire
25, rue de Verdun à VEZELISE (54330)

b) Deux représentants des éleveurs propriétaires ou détenteurs d'animaux :

- au titre de la Chambre d'Agriculture :
Titulaire : Monsieur MAGRON Michel
24, grande rue à ANCERVILLER (54450)
Suppléant : Monsieur JENESSON Denis
37, grande rue à VILLE EN VERMOIS (54210)
- au titre du Groupement de Défense Sanitaire :
Titulaire : Monsieur COLIN Dominique
33, Grande rue à BARBAS (54450)
Suppléant : Monsieur GRIFFATON Gabriel
Le Grand Etang à HAMONVILLE (54470)

Article 2°: Chaque année, une convention fixant les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat est passée entre les parties susvisées. Ces conventions sont passées soit pour l'année civile, soit pour la durée d'une campagne de prophylaxie.

Article 3°: Les personnes chargées de négocier les conventions départementales fixant les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat sont convoquées chaque année par le Préfet, deux mois au moins avant la date prévue pour l'entrée en vigueur des conventions. Le Directeur Départemental des Services Vétérinaires assure le secrétariat de ces réunions.

Lorsque le Préfet n'agréé pas les tarifs retenus par les parties à la convention, il provoque une nouvelle réunion en faisant connaître les motifs de son désaccord. Un nouveau refus d'agrément vaut constat de carence et entraîne la fixation des tarifs par arrêté préfectoral.

Les tarifs fixés par voie conventionnelle ou administrative sont publiés au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département et affichés dans les mairies.

Article 4°: L'arrêté préfectoral 08-DDSV-096 du 11 septembre 2008 portant désignation des personnes chargées de négocier annuellement les conventions départementales fixant les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat est abrogé.

Article 5°: Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental des Services Vétérinaires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Nancy, le 13 novembre 2009

Pour le préfet et par délégation
Le directeur des services vétérinaires
Jean-Yves CHOLLET

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de la notification soit par recours gracieux auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle, soit recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy.

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Décision du 16 novembre 2009 portant délégation de signature de Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur :

Vu la Loi n°91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,

Vu le Décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,

Vu le Décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,

Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy

Article 1 : Donne délégation à M. Mickaël DUWOYE, Directeur des Services Economiques, pour signer en son nom et place, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Direction des Services Economiques, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, et en son absence pour congés, à M Damien PREVOST, Ingénieur responsable de l'achat médical et biomédical.

Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à :

- Mme Sophie DAHMANE, Attaché d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Marchés Publics

Une délégation secondaire est donnée exclusivement pour la signature des certificats de réception de matériels d'une valeur inférieure à 5 000 euros Hors Taxes à :

- Mme Gabrielle GAUDAIRE, Ingénieur Biomédical, coordinatrice de la fonction achat

- Mme Catherine VASSEUR, Attachée d'Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement du Secteur Achat Médical et Biomédical

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Prestations de Service

- Mme Monique WIEDENKELLER, Attachée d'Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement du Secteur des Achats Techniques et Hôtelières

Article 2 : Donne délégation principale à M. Mickaël DUWOYE, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Services Economiques, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses et en son absence pour congés, à M Damien PREVOST, Ingénieur responsable de l'achat médical et biomédical.

Donne délégation secondaire à Mme Dominique CAPPELLI, Directeur Adjoint, pour la signature des certificats de réception, ainsi que pour l'ensemble des comptes relevant de sa responsabilité, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes de la Direction des Achats, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 2 quand le bon de commande n'excède pas 3 000 euros Hors Taxes, et de façon générale pour ceux de classe 6, à :

- Madame Catherine VASSEUR, Attachée d' Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement du Secteur Achat Médical et Biomédical

- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d' Administration Hospitalière responsable du Secteur des Prestations de Service

- Mme Monique WIEDENKELLER, Attachée d' Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement du Secteur des Achats Techniques et Hôtelières

La liste des comptes correspondant à chaque secteur d'achats est annexée à la présente délégation. Elle est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

Article 3 : Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes du secteur d'achats qu'ils encadrent, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 6, à :

- M. Yoann MARTIN, Ingénieur Acheteur sur le secteur des laboratoires

- M. Stéphane CREUSOT, Ingénieur en charge de la restauration du CHU

Article 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,

- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,

- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation se substitue à celle du 11 juin 2009. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 novembre 2009

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY

Décision N°045/09 du 3 décembre 2009 portant délégation de signature

Le directeur

Vu l'article L6143.7 du Code de la Santé Publique ;

Vu les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

Vu la communication qui sera faite au Conseil d'Administration du 24 avril 2009 ;

Vu le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

Vu l'arrêté du 11/12/2008 nommant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 1997 nommant Monsieur Bernard HURSON dans les fonctions de Directeur de Service Central au Centre Psychothérapique de Nancy ;

DECIDE

Article 1 La décision n°016/09 du 1^{er} avril 2009 est annulée.

Article 2 Délégation

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON à l'effet de signer :

- Les marchés selon procédure adaptée inférieurs à 90 000€ HT, tous bons de commandes, documents, certificats, attestations, conventions, notes, correspondances et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux à l'exclusion des correspondances aux administrations centrales et des notes de services ;

- en cas d'absence ou d'empêchement, du chef d'établissement, les marchés et les notes de services relevant de l'activité de la Direction des Services Economiques et des travaux.

b) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, délégation est donnée à Monsieur Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière à la Direction des Services Economiques, à effet de signer tous bons de commandes, certificats, attestations, notes, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux.

c) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory LEMAITRE, sa délégation est donnée à Mademoiselle Stéphanie KRIGUER, adjoint des cadres à la Direction des Services Economiques.

d) Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, ingénieur en chef, à l'effet de signer :

- les ordres de service, certificats, attestations, notes et correspondances courantes relatifs aux travaux et à l'activité des services techniques.

- en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard HURSON, tous documents relevant de l'activité du bureau des travaux.

e) Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'effet de signer tous certificats, notes et correspondances courantes, relatifs aux travaux dont il assure la maîtrise d'œuvre, ainsi que les ordres de service n'entraînant pas d'incidence financière.

f) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, sa délégation est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'exclusion des ordres de service entraînant une incidence financière.

Article 3 Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Gilles BAROU, Directeur, en son absence pour les actes suivants ainsi limités :

- les conventions,

- tous documents et correspondances,

- communication et copies de pièces.

Article 4 En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur, Président de la Commission d'Appel d'Offres constituée au sein du Centre Psychothérapique de Nancy, la suppléance sera assurée par Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint Chargé des Services Economiques.

Article 5 Délégation permanente est donnée à Monsieur Bernard HURSON, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 6 Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, ingénieur à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 7 Délégation permanente est donnée à Monsieur Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 8 Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devant suivre leur signature manuscrite.

Article 9 La présente délégation prend effet le 3 décembre 2009. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Laxou, le 3 décembre 2009

Le directeur
Gilles BAROU

AVIS ET COMMUNICATIONS

DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Avis relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de MEURTHE ET MOSELLE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

envisage de prendre, en application des articles L. 2261-26, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention collective susmentionnée, les dispositions de l'avenant à ladite convention ci-après indiqué.

Texte dont l'extension est envisagée :

Avenant n°77 du 06 juillet 2009 – revalorisation des salaires concernant les exploitations de polyculture et d'élevage.

Signataires

Organisations d'employeurs :

- La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de la Meurthe et Moselle
 - Le Syndicat Professionnels des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine ;
 - La Fédération Départementale des CUMA de Meurthe et Moselle ;
- Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la :

- C.F.D.T.
- C.F.E./C.G.C.
- C.G.T.
- C.G.T./F.O.
- C.F.T.C.

Dépôt :

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe et Moselle à VANDOEUVRE LES NANCY.

Le texte de cet avenant pourra être consulté dans la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle à VANDOEUVRE LES NANCY.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée. Leurs communications devront être adressées à la préfecture du Département de MEURTHE ET MOSELLE.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 9136 du 16 décembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de PONT A MOUSSON

Par arrêté préfectoral n° 9136 en date du 16 décembre 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BT 27 parcelles + 1 armoire EP + mise en souterrain du lotissement « le pré Vigneux », sur la commune de PONT A MOUSSON.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 25158 d u 19 novembre 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BOUXIERES AUX DAMES

Par arrêté préfectoral n° 25158 en date du 19 novembre 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation élect. 37 logements SLH rue Raymond Poincaré, sur la commune de BOUXIERES AUX DAMES.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 32224 d u 16 décembre 2009 autorisant la SA Altesio à exécuter des travaux sur la commune de BOUXIERES AUX DAMES

Par arrêté préfectoral n° 32224 en date du 16 décembre 2009, la SA ALTESIO, rue du Grand Pré, ZAC Euromoselle sud à 57140 NORROY LE VENEUR a été autorisée à exécuter les travaux en vue des travaux de requalification des zones sinistrées suite au affaissements miniers

tranches 1 et 2. Dissimulation des réseaux basse tension rues Jean Jaurès, Clémenceau et rue de la Nouvelle Goulotte, sur la commune de MOUTIERS.

AUTRES SERVICES

MATERNITÉ RÉGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY

Ressources Humaines

Avis de concours sur titres de cadre de santé du 15 décembre 2009

En application du Décret n°2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié portant statut particulier des corps de cadres de santé de la fonction publique hospitalière, un concours interne sur titres de cadre de santé sera organisé par la Maternité Régionale Universitaire en vue de pourvoir 2 postes de cadre de santé à partir du 15 décembre 2009:

Dans la filière suivante :

☞ infirmière : 2 postes

Peuvent faire acte de candidature à ce concours, les candidats :

titulaire d'un diplôme de cadre de santé ou d'un certificat équivalent , relevant des corps régis par le décret n°89-613 du 1er septembre 1989 comptant au moins cinq ans de services effectifs au 1^{er} janvier de l'année du concours dans un ou plusieurs corps.

Les demandes d'inscription à ce concours doivent comporter un CV, une copie des diplômes détenus et sont à adresser à

Monsieur le Directeur de la Maternité Régionale Universitaire,

Ressources Humaines- suivi concours et formation

10 rue du Docteur Heydenreich, CS 74213,

54042 NANCY cedex

Un délai de deux mois est imparti pour déposer le dossier d'inscription à compter de la date de publication de cet avis au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 15 décembre 2009

La directrice adjointe,
Isabelle VIDREQUIN

